

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI ORGANIQUE N° 2007- 039 DU 14 JANVIER 2008 relative au Conseil Supérieur de la Magistrature

EXPOSE DES MOTIFS

Conformément aux dispositions de l'article 85 de la Constitution, le texte relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions du Conseil Supérieur de la Magistrature relève d'une loi organique, et le Président de la République demeure le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, et le Ministre de la Justice, Vice-président.

En effet, une magistrature intègre, élément fondamental de l'existence d'un Etat de droit, constitue un enjeu primordial pour Madagascar dans sa progression vers le développement durable. Le « Madagasikara Am-Perinasa » (MAP) a en effet placé parmi ses tout premiers défis le renforcement d'un Etat où le système judiciaire doit garantir des procès transparents, équitables et rapides.

Cette intégrité se traduit dans les faits par l'efficacité, l'indépendance et la redevabilité. Le magistrat, tout au long de sa carrière, doit pouvoir se maintenir sur un standard professionnel élevé lui permettant d'être respecté par sa crédibilité. Il lui faut pour cela le strict respect de principes de conduite professionnelle tels l'indépendance, l'impartialité, les convenances, l'égalité, la transparence, la compétence et la diligence.

Pour aider ses membres à être à la hauteur de ces exigences déontologiques, le corps de la magistrature lui-même doit pouvoir se prendre en main et réussir la lutte contre la corruption, les incompétences et les écarts de conduite en son sein. Tout en évitant les ingérences dans le fonctionnement de l'institution judiciaire, la magistrature doit également se départir du corporatisme, aussi néfaste pour sa respectabilité.

Aussi, la situation actuelle ne peut être considérée comme satisfaisante car :

- Le Conseil Supérieur de la Magistrature est composé de magistrat, en majorité membres de droit, placés sous la subordination hiérarchique du Ministre de la Justice ;
- Ses attributions sont limitées ;
- Le faible nombre de ses réunions (deux par an) ne lui permet pas de remplir efficacement son rôle déjà restreint ;
- Contrairement aux nouvelles dispositions constitutionnelles, la carrière des magistrats est largement entre les mains du Ministère de la Justice.

Cette loi organique propose de modifier cette situation institutionnelle en créant un organe indépendant auquel serait confiée la tâche de reconquérir la crédibilité de la magistrature, notamment la discipline et la gestion des carrières par la modification de l'Ordonnance n°2001-005 du 18 novembre 2001 portant loi organique relative au Conseil Supérieur de la Magistrature.

Par ailleurs, de par ces innovations, des dispositions doivent être élaborées pour une mise en cohérence avec l'Ordonnance n°2005-005 du 22 mars 2006 portant loi organique relative au Statut de la Magistrature car les dispositions relatives au conseil de discipline sont supprimées du Statut de la magistrature car relevant désormais du Conseil Supérieur de la Magistrature.

La présente loi organique composée de 5 titres comporte 40 articles.

Le TITRE PREMIER, composé de 13 articles, est relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Afin de garantir aux yeux de tous, l'indépendance du Conseil Supérieur de la Magistrature, il a

été jugé indispensable d'intégrer au sein de celle-ci des personnalités non magistrats, tout en conservant une majorité de magistrats en son sein.

Ainsi, les membres composant le Conseil Supérieur de la Magistrature, outre les Chefs de la Cour Suprême, sont tous des membres élus et non plus des membres de droit.

Les personnalités non magistrats sont désignées respectivement par la Conférence des Présidents des Universités et par l'entité fédérative des associations de la société civile et ne doivent être ni parlementaires ni titulaires d'un mandat public électif.

Le TITRE II traite de ses attributions concernant surtout la gestion de la carrière des magistrats.

En outre, le pouvoir disciplinaire à l'égard de tous les magistrats est exercé par le Conseil Supérieur de la Magistrature, siégeant en Conseil de discipline et présidé par le Président ou le Vice président.

L'étendue des attributions nouvelles du Conseil Supérieur de la Magistrature modifiera de façon substantielle les modalités de son fonctionnement. Le Conseil Supérieur de la Magistrature rénové sera doté d'un secrétariat permanent dirigé par un secrétaire général, qu'il nommera parmi les magistrats ayant au moins 10 ans d'ancienneté.

Le TITRE III concerne les dispositions d'harmonisation avec quelques articles de l'Ordonnance n°2005-005 du 22 mars 2006 portant loi organique relative au Statut de la Magistrature. En effet, conformément à sa nouvelle composition et à son nouveau rôle, et pour qu'il n'y ait pas de contradictions, ces dispositions d'harmonisation sont nécessaires ;

Le TITRE IV, relatif aux dispositions transitoires, précise que les dispositions antérieures restent en vigueur jusqu'à la mise en place du Conseil Supérieur de la magistrature objet du présent texte.

Le TITRE V, composé de trois articles, concerne les dispositions finales.

Tel est l'objet de la présente loi organique.

REOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI ORGANIQUE N° 2007- 039 DU 14 JANVIER 2008 relative au Conseil Supérieur de la Magistrature

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 18 décembre 2007 et du 20 décembre 2007,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Décision n° 04-HCC/D3 du 09 janvier 2008 de la Haute Cour Constitutionnelle ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier - Conformément aux dispositions de l'article 103 de la Constitution, le Président de la République est le garant de l'indépendance de la Justice. A cet effet, il est assisté par le Conseil Supérieur de la Magistrature dont il est le Président.

A ce titre, le Conseil Supérieur de la Magistrature veille particulièrement à l'indépendance de la magistrature.

L'organisation, le fonctionnement et les attributions du Conseil Supérieur de la Magistrature sont fixés par la présente loi organique.

TITRE PREMIER COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Art. 2 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature est composé ainsi qu'il suit :

1. Le Président de la République, Président ;
2. Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Vice-président ;
3. Le Premier Président de la Cour Suprême et le Procureur Général près ladite Cour ;
4. Un magistrat de la Cour Suprême représentant les trois Cours la composant élu en Assemblée Générale ;
5. Sept magistrats élus, dont cinq élus dans les ressorts des Cours d'Appel, un élu dans les tribunaux administratifs et un élu dans les tribunaux financiers. Les magistrats en service à la chancellerie et les magistrats détachés, ou mis à disposition, votent et sont éligibles dans le collège des magistrats du ressort des Cours d'Appel. Les magistrats sont éligibles dans le collège où ils sont électeurs ;
6. Deux enseignants des Universités désignés par la Conférence des Présidents des Universités de Madagascar ;
7. Une personnalité choisie hors de la magistrature par une entité fédérative des organisations de la Société Civile de Madagascar parmi les candidats proposés par les associations membres.

Art. 3 - Les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature doivent être de bonne moralité et n'avoir jamais été condamnés.

Les parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ainsi que le conjoint ne pourront

être simultanément membres du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Art. 4 - Les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature élus et désignés le sont pour trois ans. Leur mandat n'est pas renouvelable immédiatement.

Lorsqu'une vacance se produit avant la date normale d'expiration des mandats, il est procédé à son remplacement dans un délai de trois mois, dans les mêmes formes que celles prévues pour la désignation. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Toutefois, il ne sera pas pourvu au remplacement si la vacance intervient dans les trois derniers mois précédant la date d'expiration du mandat.

Art. 5 - L'élection des membres magistrats a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Un arrêté du Ministre de la Justice détermine les modalités du scrutin.

Art. 6 - Les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature perçoivent une indemnité de fonction et, s'il y a lieu, une indemnité de déplacement et une indemnité de séjour, dont le montant est fixé par décret pris en Conseil de Gouvernement.

Art. 7 - Aucun membre du Conseil Supérieur de la Magistrature ne peut, pendant la durée de ses fonctions, exercer ni la profession d'avocat, ni celle d'officier public ou ministériel ni celle de militaire en activité ni aucun mandat public électif.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature met fin aux fonctions d'un de ses membres en cas d'incompatibilité.

Il en est de même, en cas de révélation ou de survenance d'un fait contraire à l'exigence de bonne moralité. La décision est prise à la majorité des deux tiers, le membre concerné ne prenant pas part au vote.

Art. 8 - Les magistrats membres du Conseil Supérieur de la Magistrature ne peuvent faire l'objet ni d'une promotion en poste ni d'une affectation pendant la durée de leur mandat.

Les magistrats membres du Conseil Supérieur de la Magistrature sont, sur leur demande, déchargés partiellement d'activités de service pendant la durée de leur mandat.

Art. 9 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature se réunit au moins tous les deux mois. Il ne peut valablement siéger que si les deux tiers au moins de ses membres dûment convoqués sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le Président ou le Vice-Président convoque une deuxième réunion dans un délai de 15 jours au plus tard; lors de cette deuxième réunion, le Conseil Supérieur de la Magistrature statue quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 10 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature délibère à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 11 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature dispose d'un secrétariat permanent dirigé par un secrétaire général choisi par le Conseil Supérieur de la Magistrature parmi les magistrats ayant au moins dix années de service.

Le secrétariat permanent est doté des effectifs et moyens nécessaires lui permettant d'assister le Conseil Supérieur de la Magistrature dans la gestion des carrières des magistrats.

Le procès-verbal de chaque séance, approuvé par tous les membres présents, est signé par le président de séance et le secrétaire général; ce dernier est chargé de le conserver.

Art. 12 - Le budget du Conseil Supérieur de la Magistrature est individualisé par une ligne spécifique au sein du budget de la Présidence de la République.

Art. 13 - Les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature sont tenus au secret professionnel.

Hors les cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateur, tout membre du Conseil Supérieur de la Magistrature et de son secrétariat permanent qui aura révélé tout ou partie des informations confidentielles relatives à la carrière d'un magistrat sera puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent mille Ariary (100000 Ar) à neuf cent

mille Ariary (900 000 Ar).

Art. 14 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature établit son règlement intérieur et fixe l'organisation et le fonctionnement du secrétariat permanent.

TITRE II ATTRIBUTIONS

Art.15 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature veille au respect des dispositions du Statut de la Magistrature.

Art. 16 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature assure la gestion de la carrière des magistrats. A cet effet, il décide notamment des nomination, promotion et affectation des magistrats.

Les affectations sont décidées sur la base des desiderata exprimés par ceux-ci, hors les cas de nécessité de service. Celle-ci est constatée par le Conseil Supérieur de la Magistrature par une décision motivée.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, la nomination des magistrats ci-après est régie par les règles suivantes :

- Le Premier Président et le Procureur Général de la Cour Suprême sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de la Justice, après consultation du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- Le Président de la Cour de Cassation et le Procureur général de ladite Cour, le Président du Conseil d'Etat et le Commissaire général de la loi, le Président de la Cour des Comptes et le Commissaire Général du Trésor public sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de la Justice après consultation du Conseil Supérieur de la Magistrature, de préférence parmi les magistrats les plus anciens dans le grade le plus élevé respectivement de l'ordre judiciaire, administratif et financier ;
- Les magistrats appelés à occuper des Hauts emplois de l'Etat sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres ;
- Les magistrats nommés au sein du Cabinet du Ministre de la Justice sont désignés par arrêté du Ministre de la Justice ;
- Les magistrats placés en position de détachement le sont après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Les décisions et propositions de nomination du Conseil Supérieur de la Magistrature lient l'autorité de nomination.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature statue sur les demandes d'intégration directe dans le corps de la magistrature ainsi que sur la titularisation des magistrats stagiaires et de ceux soumis à une période probatoire.

Art.17 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature décide le maintien en activité pour nécessité de service d'un Magistrat de premier grade qui a atteint l'âge de soixante ans conformément aux dispositions de l'article 82 de l'Ordonnance n°2005-005 du 22 mars 2006 portant loi organique relative au Statut de la Magistrature.

A la demande du magistrat intéressé, le Conseil Supérieur de la Magistrature peut rapporter sa décision et réduire la durée du maintien en activité.

Art. 18 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature dresse le tableau d'avancement des magistrats dans les conditions prévues par les dispositions statutaires régissant la magistrature.

Art. 19 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature statue sur les contestations formulées par les magistrats à l'encontre des notations et sur les demandes d'inscription directe au tableau d'avancement, dans les conditions prévues par le Statut de la Magistrature.

Art. 20 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature est garant de la bonne application du Code de

Déontologie des Magistrats et de toute autre règle déontologique touchant la profession des Magistrats.

Il donne son avis sur la modification du Code et de toute autre règle déontologique.

Art. 21 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature peut, d'une façon générale, émettre des avis et les rendre publics ou saisir les autorités de son choix, chaque fois qu'il estime que l'indépendance de la magistrature ou des magistrats se trouve menacée ou affectée.

Art. 22 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature reçoit, examine et donne suite aux dénonciations par les Magistrats des interventions faites auprès d'eux et susceptibles de porter atteinte à l'indépendance de la Justice.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature peut décider de rendre publique la suite donnée à une dénonciation.

Art. 23 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature donne un avis sur les propositions de récompense, pour service exceptionnel rendu à la Nation, par un magistrat.

Art. 24 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature est consulté sur toutes mesures d'ordre législatif ou réglementaire relatives aux juridictions et aux magistrats.

Il peut également formuler d'office toutes propositions et recommandations qu'il estime utiles au renforcement de l'indépendance de la magistrature.

Art. 25 - Le pouvoir disciplinaire à l'égard de tous les magistrats est exercé par le Conseil Supérieur de la Magistrature siégeant en tant que Conseil de discipline.

Art. 26 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature est saisi par le Ministre de la Justice.

Toutefois, le Conseil Supérieur de la Magistrature peut ordonner une enquête au vu d'une plainte déposée auprès de son secrétariat permanent.

Art. 27 - Le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature ou son Vice-président désigne un rapporteur parmi les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature d'un grade au moins égal à celui du magistrat poursuivi. Il le charge, s'il y a lieu, de procéder à une enquête.

Art. 28 - Le magistrat a droit à la communication de son dossier, de toutes les pièces de l'enquête et du rapport établi par le rapporteur. Son conseil a droit à la communication des mêmes documents.

Le magistrat doit recevoir ces documents quinze (15) jours au moins avant sa comparution devant le Conseil de discipline

Art. 29 - Au jour fixé par la convocation et après lecture du rapport, le magistrat est invité à fournir ses explications et moyens de défense sur les faits qui lui sont reprochés.

Art. 30- Le magistrat poursuivi est tenu de comparaître en personne. Il peut se faire assister par un ou plusieurs avocats inscrits au barreau ou par l'un de ses pairs et/ou par un des membres de son syndicat. En cas de maladie ou d'empêchement reconnus justifiés, il peut se faire représenter par l'un de ses pairs ou par un avocat au barreau ou par un des membres de son syndicat.

Hors le cas de force majeure, si le magistrat convoqué régulièrement ne comparaît pas, le Conseil Supérieur de la Magistrature peut néanmoins statuer.

Art. 31 - Le rapporteur présente oralement les termes de son rapport sans faire apparaître son avis sur le bien fondé de la poursuite.

Un représentant du Ministre de la Justice non membre du Conseil Supérieur de la Magistrature soutient l'action disciplinaire. Il est entendu en ses réquisitions.

Le défenseur est entendu. Le magistrat poursuivi a la parole le dernier.

Art. 32 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature en tant que Conseil de discipline ne peut statuer valablement qu'en présence des deux tiers de ses membres. Si ce quorum n'est pas atteint, le Président convoque une deuxième réunion dans un délai de quinze (15 jours) au plus tard. Lors de cette deuxième réunion, le Conseil Supérieur de la Magistrature statue quel que soit le nombre de ses

membres présents.

Art. 33 - Le Conseil de discipline siège et statue à huis clos.

La décision du Conseil Supérieur de la Magistrature doit être motivée et prise à la majorité absolue des voix de ses membres. Le vote a lieu à bulletin secret si les 2/3 au moins des membres présents le décident. Elle est rendue publiquement.

Les décisions du Conseil de discipline sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

L'acte constatant la décision prise par le CSM doit être notifié, au magistrat intéressé dans le mois qui suit, par le secrétaire général.

Art. 34 - Le Conseil Supérieur de la Magistrature élit deux magistrats appelés à siéger au sein de la Haute Cour Constitutionnelle.

TITRE III DISPOSITIONS D'HARMONISATION

Art. 35 - Les dispositions des articles 10, 13, 15 alinéa 3, 18 alinéa 2, 42, 44, 45 alinéa 1, 46, 47, 48, 49 alinéa 2, 63, alinéa 2, 67, 77 alinéa 1 de l'Ordonnance n° 2005-005 du 22 mars 2006 portant loi organique relative au Statut de la Magistrature sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Art. 10** :« L'exercice des fonctions de magistrat est incompatible avec toute activité au sein d'un parti ou organisation politique, l'exercice de tout mandat public électif ou de toute autre activité professionnelle rémunérée.

Toutefois, des dérogations individuelles peuvent être accordées aux magistrats, par décision du Conseil Supérieur de la Magistrature pour exercer des fonctions ou activités qui ne seraient pas de nature à porter atteinte à la dignité du magistrat et à son indépendance. La demande de dérogation doit être revêtue de l'avis des chefs de Cour en ce qui concerne les magistrats relevant de leur autorité.

Les mêmes dérogations peuvent être accordées aux chefs de la Cour Suprême et aux Chefs des Cours d'Appel par le Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Art. 13 :« Le magistrat dont le conjoint voudrait exercer ou exercerait une profession commerciale, ne pourrait commencer ou continuer l'exercice de ses fonctions qu'après autorisation donnée par le Conseil Supérieur de la Magistrature, compte tenu notamment du régime matrimonial des époux, de la nature du commerce et du lieu de son exercice. »

Art. 15 al 3 : « En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'a contractée ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions sans obtenir une dispense du Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Art. 18 al 2 : « Toute disposition réglementaire nouvelle prescrivant leur participation aux travaux d'organismes ou de commissions extrajudiciaires sera soumise au contreseing du Ministre de la Justice après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Art. 42 :« Le pouvoir de notation appartient aux chefs de Cour immédiatement supérieur à la juridiction.

Les feuilles de notation sont adressées avant le 01 juillet au Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Art. 44 :« Les propositions d'inscription au tableau d'avancement concernant les magistrats des juridictions sont présentées par les chefs de Cour au Conseil Supérieur de la Magistrature avant le 01 juillet de chaque année. Les magistrats y figurent par ordre de mérite.

Les propositions d'inscription concernant les magistrats en service à l'administration centrale et les magistrats affectés dans d'autres départements ministériels sont présentées par le Ministre de la Justice au Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Art. 45 al 1 :« Les propositions présentées sont soumises au Conseil Supérieur de la Magistrature qui arrête la liste de tous les magistrats présentés».

Art. 46 :« Une liste, comportant par ordre alphabétique, par autorité de présentation et par section (judiciaire, administrative et financière) les noms de tous les magistrats présentés, est arrêtée par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Le Secrétaire Général du Conseil Supérieur de la Magistrature met à la disposition des magistrats cette liste, du 01 au 30 septembre, au secrétariat du Conseil Supérieur de la Magistrature et dans toutes les juridictions.

Les magistrats reçoivent individuellement une copie de la liste à titre d'information. »

Art. 47 :« Avant le 01 octobre et sous peine de forclusion, les magistrats non présentés peuvent, par voie hiérarchique, adresser au Conseil Supérieur de la Magistrature une demande aux fins d'inscription au tableau d'avancement.

Ces demandes sont transmises avec l'avis motivé des autorités chargées de la présentation. »

Art. 48 :« L'inscription au tableau d'avancement des magistrats est décidée par le Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Art. 49 al 2 :« Le tableau comprend les magistrats dont l'inscription a été décidée par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Il est divisé en sections correspondant aux grades pour lesquels sont proposés les magistrats inscrits. »

Art. 63 al 2 :« Cette communication doit se faire quinze (15) jours au moins avant la comparution du magistrat devant le Conseil de discipline. »

Art. 67 : « La décision rendue est notifiée par le Secrétaire Général du Conseil Supérieur de la Magistrature au magistrat intéressé. Elle prend effet du jour de cette notification. »

Art.77 al 1 :« La mise en position de détachement ou en disponibilité est prononcée par arrêté du Ministre de la Justice après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature ». »

Art. 36 - Les articles 8 alinéa premier, 28, 50, 66 et 87 de l'Ordonnance n°2005-005 du 22 mars 2006 portant loi organique relative au Statut de la Magistrature sont abrogés.

TITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 37 - Jusqu'à la mise en place du Conseil Supérieur de la Magistrature dans sa composition prévue par la présente loi organique, les dispositions antérieures restent en vigueur.

TITRE V DISPOSITIONS FINALES

Art. 38 - Sont et demeurent abrogés :

- l'Ordonnance n° 2001-005 du 18 novembre 2001 portant loi organique relative au Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- la loi organique n°2004-055 du 14 février 2005 relative à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions du Conseil National de la Justice ;
- le décret n°2006-819 du 30 octobre 2006 portant constatation des membres du Conseil National de la Justice.

Art. 39 - Des textes réglementaires seront pris en tant que de besoin en application de la présente loi organique.

Art. 40 - La présente loi organique sera publiée au *Journal officiel* de la République. Elle sera exécutée comme loi organique de l'Etat.

Antananarivo, le 14 janvier 2008

**Le Président de la République
Marc RAVALOMANANA**

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA FEHIZORO LAHARANA FAHA-031/2007

tamin'ny 24 novambra 2007

MIKASIKA NY FILAN-KEVITRA AMBONY

MOMBA NY MPITSARA

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Araka ny voalazan'ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-85-n'ny Lalàmpanorenana, ny fitsipika mikasika ny fandaminana, ny fomba fiasa ary ny andraikitra ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia raisina amin'ny alàlana lalàna fehizoro ka ny Filohan'ny Républika no mijanona ho Filohany ary ny Minisitry ny Fitsarana no Filoha lefitra.

Satria tokoa, ny fananan'i Madagasikara fitsarana mendrika no singa fototra hisian'ny Fanjakana tan-dalàna ahafahana miroso amin'ny fampandrosoana maharitra. Ny Madagasikara Am-perin'asa (MAP) dia nametraka ho isan'ireo fanamby voalohany ny fanamafisana ny Fanjakana amin'ny alalan'ny fananana rafi-pitsarana izay tsy maintsy miantoka fitsarana mangarahara, tsy mitongilana ary haingam-piasa.

Io fahamendrehana io dia azo adika avy hatrany amin'ny fahombiazana, amin'ny fahaleovantena ary amin'ny fanatanterahana ny asa amin'ny ara-dalàna. Ny mpitsara, mandritra ny fotoana iasany, dia tsy maintsy mitazona fomba fiasa ambony ahafahana manaja azy araka ny fahamarinany. Iaina amin'izany ny fanajana amin'ny fomba hentitra ireo fitsipika mikasika ny fitondrantena amin'ny asa toy ny fahaleovantena, ny tsy fitongilanana, ny fandrindrana izay mety, ny fitoviana, ny mangarahara, ny fahaiza-manao sy ny fahamailoana.

Mba hanampiana ny mpikambana ao aminy ho mendrika, izay takiana amin'ny fitondran-tenany, ny firaisan'asan'ny mpitsara ihany no tsy maintsy mifanome tana mba hahatafita ny tolona iadiana amin'ny kolikoly, ny tsy fahaiza-miasa ary ny tsy fahamendrehana ao aminy. Sady miala amin'ireo karazana fitsabahana amin'ny asam-pitsarana, ny firaisan-draharahan'ny mpitsara dia tsy maintsy miala ihany koa amin'ny firaisana tsikombakomba samy ao anatin'ny firaisan'asa izay tena fositra amin'ny tokony hanajana azy.

Araka izany, ny toe-java-misy amin'izao fotoana izao dia azo lazaina ho tsy mahafa-po, satria :

- Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia ahitana mpitsara izay mpikambana mizaka zo ary ambany fifehezan'ny Ministry ny Fitsarana mivantana ankamaroany ;
- Voafetra ny andraikiny ;
- Ny fahavitsian'ny fivoriana ataony (indroa isan-taona) dia tsy mamela azy hanatanteraka ampahombiazana ny andraikiny izay efa voafetra ;
- Mifanohitra amin'ireo fepetra vaovao voalazan'ny Lalàmpanorenana, ny fitantanana ny asan'ny mpitsara dia eo am-pelatanan'ny Ministeran'ny Fitsarana malalaka.

Noho izany, ity Volavolan- dalàna Fehizoro ity dia manolotra fanovàna ny toe- java-misy amin'ny alalan'ny fananganana rafitra mahaleotena izay omena andraikitra mba hamerina ny hasin'ny fitsarana, indrindra ny fifehezana sy ny fitantanana ny asa amin'ny fanovàna ny Didy hitsivolana laharana faha-2001-005 tamin'ny 18 novambra 2001 mikasika lalàna fehizoro momba ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

Ankoatra izay, noho ireo fanavaozana ireo, dia tokony hisy fepetra volavolaina mba ampifanarahana izany amin'ny Didy hitsivolana laharana faha 2005-005 tamin'ny 22 marsa 2006 mikasika ny lalàna fehizoro momba ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara satria ny fepetra mikasika ny Filan-kevitra fifehezana dia nofoanana tao amin'ny Sata mifehy ny mpitsara ka omena ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

Ity Volavolan-dalàna Fehizoro ity izay misy lohateny 5 dia misy andininy 40.

Ny lohateny voalohany, misy andininy 13, dia mikasika ny olona ao aminy sy ny fomba fiasa ao amin'ny filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

Mba ahafahana miantoka eo anatrehan'ny rehetra ny fahaleovantenan'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara, dia hita fa ilaina tokoa ny ampidirana ao anatin'ny olona tsy mpitsara, ka sady mitana ny isan'ny mpitsara ao anatin'ny ho maro an'isa.

Noho izany, ny mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara, ankoatry ny Lehiben'ny Fitsarana tampony, dia mpikambana nofidiana daholo fa tsy mpikambana avy hatrany intsony.

Ny mpikambana tsy mpitsara dia tendren'ny Anjerimanontolo sy ny vondrona federativa momba ny fivondronan'ny fiaraha-monim-pirenena ary tsy mety raha parlemantera na olom-boafidy.

Ny lohateny faharoa dia mikasika ny andraikitra momba ny fitantanana ny asa maha-mpitsara.

Ankoatra izay, ny fahefana momba ny fifehezana ireo mpitsara dia tanterahin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara, izay manatanteraka ny andraikiny amin'ny maha-filan-kevitra fifehezana ary tarihin'ny Filoha na ny Filoha lefitra.

Ny fivelaran'ny andraikitra vaovao sahanin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia manova zavatra betsaka amin'ny fombafomba fiasany. Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara nohavaozina dia manana mpandraharaha maharitra izay tarihin'ny Sekretera Jeneraly, izay tendrena avy amin'ny mpitsara izay manana fahelàna folo taona fara-fahakeliny.

Ny lohateny fahatelo dia mikasika ireo fepetra fandrindrana amin'ny andininy sasan-tasany ao amin'ny Didy hitsivolana laharana faha-2005-005 tamin'ny 22 marsa 2006 mikasika ny lalàna fehizoro momba ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara. Hita tokoa, araka ny mpikambana ao aminy sy ny andraikiny vaovao, ary koa mba tsy hisian'ny fifanoherana, ireo fepetra fampandrindrana ireo dia ilaina.

Ny lohateny fahaefatra, momba ireo fepetra tetezamita, dia manamarika fa ny fepetra taloha dia mijanona hanan-kery mandra-pametraka amin'ny toerany Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara, anton'ity Volavolan-dalàna ity.

Ny lohateny fahadimy, misy andininy telo, dia mikasika ny fepetra farany.

Izany sy izany no antonanton'ity Volavolan-dalàna Fehizoro ity.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA FEHIZORO LAHARANA FAHA-031/2007

tamin'ny 24 novambra 2007

MIKASIKA NY FILAN-KEVITRA AMBONY

MOMBA NY MPITSARA

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony tamin'ny faha-18 desambra 2007, izao Volavolan-dalàna Fehizoro manaraka izao :

Andininy voalohany - Araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-103 ao amin'ny Lalàmpanorenana, ny Filohan'ny Repoblika no miantoka ny fahaleovantenan'ny Fitsarana. Amin'izany dia manampy azy ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara izay izy no Filohany.

Noho io andraikitra io, ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no mitandro manokana ny fahaleovantenan'ny Fitsarana.

Ferana amin'ny alàlan' izao lalàna fehizoro izao ny fandaminana sy ny fomba fiasa ary ny anjara raharahan'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

LOHATENY VOALOHANY
IREO OLONA AO AMINY SY FOMBA FIASA

And. 2 - Ny ho anisan'ny ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia toy izao manaraka izao :

1. Ny Filohan'ny Repoblika, Filoha ;
2. Ny Mpitahiry ny Kasem-panjakana, Minisitry ny Fitsarana, Filoha-lefitra ;
3. Ny Filoha voalohany sy ny Tonia Mpampanoa ao amin'ny Fitsarana tampony ;
4. Mpitsara iray avy ao amin'ny Fitsarana tampony misolo tena ireo rantsam-pitsarana telo misy ao aminy ka voafidy teo amin'ny fivoriambe ;
5. Mpitsara fito voafidy ka ny dimy voafidy avy tamin'ny fari-piadidian'ireo fitsaràna ambony, ny iray voafidy avy amin'ireo fitsarana misahana ny ady amin'ny Fanjakana ary ny iray voafidy avy amin'ireo fitsarana misahana ny fitantanambolam-panjakana.

Ireo mpitsara miasa ao amin'ny Fitondran-draharaha foibe sy ireo nahazo alàlana hiasa any ivelan'ny fitsarana na alalana tsy ho eo amperin'asa dia afaka mifidy na milatsaka ho fidina amin'ireo vondrona mpitsara ao amin'ny fari-piadidian'ireo fitsarana ambony.

Ny mpitsara dia azo fidina ao amin'ny vondrona izay ahafahany mifidy.

6. Mpampianatra roa avy amin'ny Oniversite voatendrin'ny fivorian'ny Filohan'ny Oniversite eto Madagasikara ;

7. Olona iray ivelan'ny fitsaràna nosafidiana tamin'ny vondron'ny fiarahamonim-pirenena misy eto Madagasikara ary avy amin'ireo kandidà natolotr'ireo fikambanana mpikambana.

And. 3 - Ireo mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia tsy maintsy tsara fitondrantena ary tsy mbola nisazy.

Ny mpihavana sy ny fianakaviana hatramin'ny ambaratonga fahatelo ao anatin'ny ary ny vady dia tsy afaka ho samy mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

And. 4 - Ireo mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra dia voafidy sy voatendry hiasa mandritra ny telo taona. Ny fe-potoana iasan'izy ireo dia tsy azo havaozina avy hatrany.

Raha toa ka mitranga ny fahabangan-toerana alohan'ny vaninandro ara-dalàna ahataperan'ny fe-potoana iasana, dia atao ny fanoloana azy ao anatin'ny fe-potoana telo volana, ampitoviana amin'ny fomba izay voatondro ho amin'ny fanendrena. Ny mpisolo toerana no mamita ny fe-potoana niasan'ny olona teo alohany.

Na izany aza anefa, dia tsy atao ny fanoloana raha toa mitranga ao anatin'ny telo volana farany alohan'ny vaninandro ahataperan'ny fe-potoana iasana ny fahabangan-toerana.

And. 5 - Ny fifidianana ireo mpikambana mpitsara dia atao amin'ny alalan'ny latsa-bato indray mihodina ifidianana olon-tokana ka izay mahazo vato be indrindra no lany.

Didim-pitondrana ataon'ny Ministry ny Fitsaràna no mamaritra ny fombafomba arahina amin'ny latsa-bato.

And. 6 - Ny mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia mandray tambiny noho ny asany ary raha ilaina dia omena tambiny koa izy ireo mba hiantohana ny saran'ny fampiantranoana sy saran-dalana mandritra ny fotoam-pivoriana ka ny tetiny dia hoferana amin'ny alàlan'ny didim-panjakana raisina eo amin'ny Filan-kevitra ny Govehemanta.

And. 7 - Mandritra ny fotoana iasany, ny mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra momba ny mpitsara dia tsy mahazo manao ny asan'ny mpisolovava, na mpiraki-teny sy mpiraki-tsoratra na miaramila am-perin'asa na fanaovana asan'olom-boafidy eo anivon'ny Fanjakana.

Ny Filan-kevitra momba ny mpitsara no mampitsahatra amin'ny asany ny mpikambana ao aminy izay iharan'io tsy fahafaha-miasa io.

Toraka izany ihany koa raha misy fanambaràna na fitrangan-javatra mifanohitra amin'izay takiana amin'ny fitondrantenany. Ny fanapahan-kevitra dia raisina raha mahatratra ny roa ampahatelon'ny mpikambana ireo mankato izany. Ny mpikambana voakasik'izany dia tsy mandray anjara amin'ny latsa-bato.

And. 8 - Ireo mpitsara mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia tsy mahazo fisondrotana na famindran-toerana mandritra ny fe-potoana iasany.

And. 9 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia mivory isaky ny roa volana raha kely indrindra. Tsy afaka mivory ara-dalàna izy raha tsy tonga manatrika eo ny roa ampahatelon'ny ahay amin'ireo mpikambana voaantso ara-dalàna.

Raha tsy tratra io isa io, dia miantso fivoriana faharoa ao anatin'ny 15 andro raha ela indrindra ny Filoha na ny Filoha lefitra . Amin'io fivoriana faharoa io, ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia afaka mivory na firy na firy ny isan'ny mpikambana tonga manatrika eo.

And. 10 - Ny Filan-kevitra dia manapa-kevitra amin'ny ankamaroan'ny mpikambana tonga manatrika ny fivoriana. Raha mitovy ny isam-bato dia izay iandanian'ny filoha mitarika ny fivoriana no mavesa-danja.

And. 11 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia manana fandraraharana maharitra tarihina Sekretera Jeneraly voafidin'ny Filan-kevitra amin'ireo mpitsara efa niasa mandritra ny 10 taona raha kely indrindra.

Ny fandraraharana maharitra dia omena mpiasa sy fitaovana ilaina ahafahany manampy ny Filan-kevitra ambony ny mpitsara amin'ny fitantanana ny fizotran'ny asan'ny mpitsara.

Ny fitanana an-tsoratra ny fivoriana tsirairay, nakatoavin'ny mpikambana rehetra tonga manatrika ny fivoriana, dia soniavin'ny filoha mitarika ny fivoriana sy ny sekretera jeneraly ; ity farany ity no miandraikitra ny fitahirizana izany.

And. 12 - Ny tetibolan'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia avahana manokana ao anatin'ny tetibolan'ny Fiadidiana ny Repoblika.

And. 13 - Ireo mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia tsy maintsy feheziny tsiambaratelon'ny asa aman-draharaha.

Ankoatra ireo tranga izay ny lalàna mihitsy no manome alalana mba hanao fanambaràna, ny mpikambana rehetra ao amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara sy ny fandraraharana maharitra izay mamoka manontolo na amin'ny ampahany ireo tsiambaratelo mikasika ny fizotran'ny asana mpitsara iray dia ho saziana iray volana hatramin'ny enim-bolana an-tranomaizina sy mandoa lamandy 100 000 Ariary hatramin'ny 900.000 Ariary.

And. 14 - Ny Filan-kevitra no manao ny fitsipika anatiny ao aminy ary mametra ny

fandaminana sy ny andraikitra ny fandraraharana maharitra.

LOHATENY II

ANJARA RAHARAHANA

And. 15 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no mitandro ny fanajàna ireo fepetra voalazan'ny sata mifehy ny mpitsara.

And. 16 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no miantoka ny fitantanana ny fizotran'ny asan'ny mpitsara.

Noho izany dia izy no manapa-kevitra mikasika indrindra ny fanendrena, ny fisondrotana ary ny famindran-toeran'ny mpitsara.

Ireo famindran-toerana dia tapahana arakaraka ny fangatahana nataon'izy ireo ankoatran'ny filàna noho ny asa. Izany dia raisin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara amin'ny alalan'ny fanapahan-kevitra nasiana antony.

Ny fanendrena ireto mpitsara manaraka ireto dia mandika ireo fepetra voalazan'ireo andalana teo aloha ary manaraka ireto fitsipika ireto :

Ny Filoha Voalohany sy ny Tonia Mpampanoa Voalohany ao amin'ny Fitsarana Tampony dia tendrena amin'ny alalàn'ny didim-panjakana raisina eo amin'ny Filan-kevitra ny Ministra araka ny tolo-kevitra ny Ministry ny Fitsaràna rehefa avy nakana ny hevitra ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

Ny Filohan'ny Fitsarana Fandravana sy ny Tonia Mpampanoa Voalohany ao amin'io Fitsaràna avo io, ny Filohan'ny Filankevi-panjakana sy ny Kaomisera Jeneralin'ny Tahirim-bolam-panjakana dia tendrena amin'ny alalàn'ny didim-panjakana raisina eo amin'ny Filan-kevitra ny Ministra araka ny tolo-kevitra ny Ministry ny Fitsaràna rehefa avy nakàna ny hevitra ny Filankevitra ambony momba ny mpitsara, indrindra avy amin'ireo mpitsara efa miasa ao amin'ny Fitsarana tampony ka tranainy indrindra ao aminy laharany farany ambony amin'ny antokom-pitsarana misahana ny ady ifanaovan'ny tsirairay, ny ady amin'ny Fanjakana na momba ny fitantanam-bolam-panjakana voakasik'izany.

Ireo mpitsara voatendry hisahana andraikitra ambony amin'ny Fanjakana dia tendrena amin'ny alalan'ny didim-pitondran'ny Ministry ny Fitsarana.

Ireo mpitsara manao asa ivelan'ny fitsarana dia mahazo alàlana aorian'ny hevitra ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

Ireo fanapahan-kevitra sy volavolam-panendrena nataon'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia mamatotra ny manam-pahefana tompon'andraikitra amin'ny fanendrena.

Ny Filan-kevitra no manapaka ny amin'ireo fangatahana hiditra mivantana ao amin'ny firaisan-draharahan'ny mpitsara ary koa ny amin'ny fandraiketana amin'ny asa

ireo mpitsara mizà-draharaha ary ireo izay apetraka hatrika fe-potoana fisedrana.

And. 17 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no manapa-kevitra mikasika ny fitazonana amperin'asa noho ny antony araka asa ny mpitsara laharana voalohany mahatratra 60 taona araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha 82 amin'ny Didy hitsivolana laharana faha 2005-005 tamin'ny 22 martsa 2006 mikasika ny lalàna fehizoro momba ny Sata mifehy ny Mpitsara.

Arakaraka ny fangatahan'ilay mpitsara, dia azon'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara atao ny manova ny fanapahan-keviny ka mampihena ny fe-potoana hitazonana hiasa.

And. 18 - Ny Filan-kevitra no manao ny tabilaom-pisondrotan'ireo mpitsara araka ny fepetra voalaza ao amin'ny Sata mifehy ny Mpitsara.

And. 19 - Ny Filan-kevitra no mitsara ireo fanoherana ataon'ireo mpitsara mikasika ny naotiny sy ny fangatahana fanoratana mivantana amin'ny tabilaom-pisondrotana, araka ireo fepetra voalaza amin'ny Sata mifehy ny Mpitsara.

And. 20 - Ny Filan-kevitra no miantoka ny fampiharana tsara ny fehezan-dalàna momba ny fitondran-tenan'ny mpitsara sy ireo fitsipika momba ny fitondran-tena mikasika ny asan'ny mpitsara.

Manome ny heviny izy mikasika ny fanovàna io fehezan-dalàna momba ny fitondran-tenan'ny mpitsara io sy ireo fitsipika momba izany.

And. 21 - Amin'ny ankapobeny, ny Filan-kevitra dia afaka manome ny heviny ary mamoka izany ampahibemaso na milaza amin'ireo manam-pahefana izay safidiny, isaky ny mihevitra izy fa voatohintohina na tsy voahaja ny fahaleovantenan'ny fitsaràna na ireo mpitsara.

And. 22 - Ny Filan-kevitra no mandray, mandinika ary manome tohiny ireo fitarainana ataon'ny mpitsara amin'ireo fitsabahana amin'ny asa atao aminy izay mety hanohintohina ny fahaleovantenan'ny fitsaràna.

Azon'ny Filan-kevitra atao ny manapa-kevitra hamoaka ampahibemaso ny tohiny nomena ny fitairainana.

And. 23 - Ny Filan-kevitra dia manome ny heviny mikasika ny tolo-kevitra hanomezana fankasitrahana noho ny asa manokana nataona mpitsara iray tamin'ny Firenena.

And. 24 - Ny Filan-kevitra dia hakana hevitra mikasika ireo fepetra rehetra araka ny lalàna na ara-pitsipika momba ny fitsaràna sy ny mpitsara.

Azony atao ihany koa ny manomana avy hatrany tolo-kevitra sy toro-marika izay heveriny ilaina amin'ny fanamafisana ny fahaleovan-tenan'ny mpitsara.

And. 25 - Ny Filan-kevitra no manam-pahefana amin'ny fifehezana ny mpitsara rehetra amin'ny alalan'ny Filan-kevi-pifehezana.

And. 26 - Ny Ministry ny Fitsarana no miantso ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.

Na izany aza, dia afaka mandidy ny hisian'ny famotorana ny Filan-kevitra eo anatrehan'ny fitoriana napetraka tao amin'ny fandraraharana maharitra.

And. 27 - Ny Filohan'ny Filan-kevitra fifehezana ny mpitsara na ny Filoha lefitra no manendry mpampaka-teny ao anatin'ny mpikambana ka farafaha-keliny laharana mitovy amin'ilay mpitsara enjehina. Omeny andraikitra izy, raha ilaina izany, hiroso amin'ny famotorana.

And. 28 - Manana zo amin'ny fahazoa-mandinika ny antontan-taratasy ny singan-taratasy rehetra momba ny famotorana ary ny tatitra nataon'ny mpampaka-teny ilay mpitsara. Manana zo amin'ny fahazoa-mandinika ireny koa ny mpiaro azy.

Ilay mpitsara dia tsy maintsy maharay ireo antontan-taratasy ireo farafaha-keliny 15 andro alohan'ny hiatrehany ny Filan-kevitra fifehezana.

And. 29 - Amin'ny andro voatondron'ny fiantsoana ary aorian'ny famakiana ny tatitra dia asaina manome ny fanazavany sy ny fiarovan-tenany ilay mpitsara noho ny toe-draharaha iampangana azy.

And. 30 - Tsy maintsy miseho vatana ilay mpitsara enjehina. Azony atao ny maka mpisololo vava iray na maromaro voasoratra ao amin'ny holafitra na ny iray amin'ireo mpitsara namany sy/na ny iray amin'ny mpikambana ao amin'ny Sendikà mba hanotrana azy. Raha misy tsy fahasalamany na tsy fahafahany, hita fa marim-pototra, dia azony atao ny mangataka iray amin'ireo mpitsara namany na mpisolovava iray ao amin'ny holafitra na iray amin'ireo mpikambana ao amin'ny Sendikà hisolo tena azy.

Ankoatry ny toe-javatra tsy azo anoharana, ka tsy miseho ilay mpitsara na dia nahazo fiantsoana ara-dalàna aza, dia afaka manapa-kevitra ny Filan-kevitra.

And. 31 - Atolotry ny mpampaka-teny am-bava ny tatitra nataony ary izany dia tsy tokony ahitana taratra ny heviny mikasika ny fitombinan'ny fanenjehana na tsia. Solotena iray ny Ministry ny Fitsaràna, tsy mpikambana amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no manao ny fanenjehana. Henoina ny takiny.

Henoina koa ny mpiaro. Ary ilay mpitsara enjehina no manana ny teny farany.

And. 32 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara amin'ny maha Filankevi-pifehezana azy dia tsy afaka mamoka didy ara-dalàna raha tsy eo imason'ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao aminy.

Raha toa tsy tratra io fetr'isa io, miantso fivoriana faharoa anatin'ny fe-potoana dimy ambin'ny folo andro ny Filoha farafahaelany. Mandritra io fivoriana faharoa io, mamoaka didy ny Filan-kevitra na firy na firy ny isan'ny mpikambana tonga nanatrika.

And. 33 - Ny Filan-kevitra dia mitsara tsy ampahibemaso.

Ny fanapahan-kevitra ny Filan-kevitra dia tsy maintsy asiana antony ary raisina amin'ny alalan'ny antsasa manilan'ny vaton'ny mpikambana ao aminy. Ny latsa-bato dia atao amin'ny alalan'ny biletà miafina raha izany no tinapaky ny roa ampahatelon'ny mpikambana tonga manatrika farafaha keliny.

Avoaka ampahibemaso ny fanapahan-kevitra.

Ny taratasy manambara ny fanapahan-kevitra noraisin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia ampahafantaran'ny Sekretera Jeneraly an'ilay mpitsara voakasika izany ao anatin'ny iray volana.

And. 34 - Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara dia mifidy mpitsara roa nantsoina hiasa eo anivon'ny Fitsaràna Avo momba ny Lalàmpanorenana.

LOHATENY III

FEPETRA FAMPIRINDRANA

And. 35 - Ireo fepetra voalazan'ireo andininy faha 10, 13, 15 andalana faha 3, 18 andalana faha-2, 42, 44, 45 andalana faha 1, 46, 47, 48, 49 andalana faha-2, 63 andalana faha-2, 67, 77 andalana faha 1 amin'ny Didy hitsivolana laharana faha 2005-005 tamin'ny 22 martsa 2006 mikasika ny lalàna fehizoro momba ny sata mifehy ny mpitsara dia ovàna toy izao :

“And. 10 : “Ny fanaovana ny asan'ny mpitsara dia tsy azo ampirafesina amin'izay mety ho anton-draharaha anatin'antoko na vondrona politika, amin'ny fanaovana asan'olom-boafidy eo anivon'ny Fanjakana na izay rehetra mety asa aman-draharaha hafa andraisan-karama.

Na izany aza, azon'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara atao ny mandany fanapahan-kevitra ka manome alàlana ny mpitsara tsirairay hanao raharaha na asa izay tsy hanohintohina ny haja maha-mpitsara azy sy ny fahaleovantenany. Ny fangatahana alàlana toy izany dia anomezan'ireo lehiben'ny Fitsarana Tampony na Fitsarana ambony ny heviny, raha ny mikasika ny mpitsara eo ambany fahefany.

Azon'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara omen-dàlana toy izany koa ireo lehiben'ny Fitsarana Tampony na Fitsarana ambony.”

And. 13 - “Ny mpitsara izay manam-bady olona te-hisahana na efa misahana raharaham-barotra, dia tsy afaka manomboka na manohy ny asany, raha tsy mahazo alàlana avy amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny Fitsarana, ka izany fanomezana

alàlana izany, dia miankina amin'ny fandaminam-pananan'ny mpivady, ary ny karazana sy ny toerana anaovana ny varotra.”

And. 15 andalana faha-3 : “Raha misy rohim-pihavanana toy izany nitranga taorian'ny fanendrena dia tsy mahazo manohy ny asany ilay nahatonga izany raha tsy mahazo alàlana avy amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.”

And. 18 andalana faha-2 : “Izay andinindininy vaovao anaty didy amampitsipika manery azy ireo handray anjara amin'ireo asan'ny antokon-draharaha na Vaomiera manokana ivelan'ny Fitsarana dia tsy maintsy aroso hosoniavin'ny Ministry ny Fitsarana rehefa avy nakana ny hevitra ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.”

And. 42 - “Ny fahefana manome isa dia an'ireo filohan'ny Fitsarana tampony na ambony izay miahy avy hatrany ilay fitsarana.

Alefa any amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara alohan'ny voalohan'ny volana jolay ny taratasy mirakitra ny isa.”

And. 44 - “Ny fanolorana ny anaran'ireo mpitsara miasa eny amin'ny Fitsarana hosoratana amin'ny tabilaom-pisondrotana dia asehon'ny Lehiben'ny Fitsarana Tampony sy Fitsarana ambony ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara, alohan'ny voalohan'ny volana jolay isan-taona. Alahatra araka ny fahamendrehana ny anaran'ny mpitsara.”

Ny fanolorana mikasika ny mpitsara miasa eny amin'ny Foibem-pitondran-draharaha ary koa ireo mpitsara miasa any amin'ny Minisitery hafa dia ataon'ny Ministry ny Fitsarana ary alefany any amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.”

And. 45 andalana voalohany - “Ny fanolorana naseho dia atolotra hodinihin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara izay mametra ny lisitry ny mpitsara rehetra natolotra.”

And. 46 - “Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no manao lisitra iray misy ny anaran'ireo mpitsara milahatra arak'abidia, arak'ireo manampahefana sy aratsampana (Fitsarana misahana ny ady ifanaovan'ny tsirairay, ady amin'ny Fanjakana sy fitantanam-bolam-panjakana), io lisitra io dia azon'ny rehetra jerena manomboka ny voalohan'ny volana aogositra ka hatramin'ny 30 septambra, eny amin'ny fandraharahan'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara sy ny fitsarana rehetra.

Andefasana dika mitovy amin'io lisitra io, ho fampahafantarana, ny mpitsara tsirairay avy.”

And. 47 - “Alohan'ny voalohan'ny volana oktobra, mba tsy ho maty paik'andro, ny mpitsara tsy natolotra, dia afaka mandefa fangatahana, ampandalovina ny ambaratongam-pahefana, any amin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara mba hanoràtana azy amin'ny tabilaom-pisondrotana.

Izany fangatahana izany dia ampitain'ny manampahefana tokony hanao ny famotorana miaraka amin'ny heviny asiana antonantony.”

And. 48 - “Ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara no manapaka ny fanoratana amin'ny tabilaom-pisondrotana”

And. 49 andalana faha-2 - “Io tabilao io dia ahitana ny anaran'ireo mpitsara neken'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara. Tsinjaraina ho sokajy araky ny laharana nanolorana azy ireo mpitsara voasoratra anarana ao amin'io tabilao io.”

And 63 andalana faha-2 - “Io fampitana antontan-taratasin' ady io dia atao farafaha-keliny dimy ambinifolo (15) andro alohan'ny hiatrehana ilay mpitsara ny Filan-kevitra fifehezana.”

And. 67 - “Ny fanapahan-kevitra dia ampahafantarain'ny sekretera jeneralin'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara an'ilay mpitsara voakasik'izany. Manan-kery amin'ny andro ampahafantarana azy io fanapahan-kevitra io. “

And. 77 andalana voalohany - “Ny fandehanana ho eo amin'ny toeran'ny asa atao ivelan'ny Fitsarana na ny fahazoana alalana tsy ho eo am-perin'asa dia tononina amin'ny alalàn'ny didim-pitondrana raisin'ny Minisitry ny fitsarana rehefa avy nakana ny hevitra ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara.” ”

And. 36 - Foana ny andininy faha 8 andalana voalohany sy faha-28, 50, 66 ary 87 ao amin'ny Didy hitsivolana laharana faha 2005-005 tamin'ny 22 martsa 2006 mikasika ny lalana fehizoro momba ny sata mifehy ny mpitsara.

LOHATENY IV

FEPETRA TETEZAMITA

And. 37 - Mandra-pijoroan'ny Filan-kevitra ambony momba ny mpitsara araka ny olona tokony ho ao anatin'ny izay voalazan'ity lalana fehizoro ity, dia mijanona manan-kery ireo fepetra teo aloha.

LOHATENY V

FEPETRA FARANY

And. 38 - Foanana ary dia foana :

- ny Didy hitsivolana laharana faha 2001-005 tamin'ny 18 novambra 2001 mikasika ny lalàna fehizoro momba ny sata mifehy ny mpitsara ;
- ny Lalàna Fehizoro laharana faha 2004-055 tamin'ny 14 febroary 2005 mikasika ny fandaminana, ny fomba fiasa sy ny anjara asan'ny Filankevi-pirenena momba ny Fitsarana ;
- ny Didim-panjakana laharana faha 2006-819 tamin'ny 30 oktobra 2006 entina hanamafisana ny fanendrena ny mpikambana ao amin'ny Filankevi-pirenena momba ny Fitsarana.

And. 39 - Hisy didim-panjakana horaisina mba ho fanatanterahana izao Lalàna Fehizoro izao raha toa misy ilàna izany.

And. 40 - Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika izao Lalàna Fehizoro izao.
Hotanterahina izany fa Lalàna Fehizoro eto amin'ny Fanjakana.

Antananarivo, faha-18 desambra 2007

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY MPITANTSORATRA,

Jacques SYLLA